

Annexe 1

Les maladies dont la déclaration orale ou téléphonique doit s'effectuer immédiatement et être confirmée par écrit dans les 24 heures, conformément à article 2.

Botulisme
Fièvre récurrente
Rage
Malaria qui s'est probablement transmise sur le territoire belge
Peste
Poliomyélite
Fièvre hémorragique causée par les virus d'Ebola, de lassa et de Marburg ou par d'autres virus similaires
Typhus exanthématique
Toute autre maladie contagieuse grave non figurant sur la liste et qui risque de présenter un caractère épidémique

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 avril 1995.

Bruxelles, le 1^{er} décembre 1998.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DEMEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 103

[C - 98/29479]

2 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget et de la Fonction publique, donné le 16 février 1998;

Vu le protocole du 6 mars 1998 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 1998,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions modificatives*

Article 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 2005, le chapitre A - Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement préscolaire - de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, est remplacé par le chapitre suivant :

« Chapitre A. — Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement maternel :

Instituteur maternel :

- a) porteur du titre requis (diplôme d'instituteur maternel) 216
b) porteur du diplôme d'instituteur primaire 216

Régime transitoire :	
a) nommé à cette fonction le 1 ^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre de l'enseignement supérieur non universitaire	216
b) nommé à cette fonction le 1 ^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre que le diplôme d'instituteur maternel	206/2
Directeur d'une école maternelle autonome :	
a) d'une école comptant de 1 à 3 classes	208/1
b) d'une école comptant de 4 à 6 classes	208/3
c) d'une école comptant de 7 à 9 classes	208/5
d) d'une école comptant 10 classes et plus	209/2
Instituteur d'une école maternelle d'application :	207/3
Instituteur en chef d'une école maternelle d'application :	
a) d'une école comptant de 1 à 3 classes	208/4
b) d'une école comptant de 4 à 6 classes	209/1
c) d'une école comptant de 7 à 9 classes	209/3
d) d'une école comptant 10 classes et plus	210/1"

Art. 2. A partir du 1^{er} septembre 2005, le chapitre B - Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire- de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, est remplacé par le chapitre suivant :

« Chapitre B. — Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire :

1. Instituteur primaire :

a) porteur du diplôme d'instituteur primaire délivré après un cycle de deux ou trois années de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court..... 216

b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en a) et complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés : 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en a) et non complété par les douze mois de services dont question sous b); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de services est remplie.

d) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (groupe littéraire, langue maternelle/histoire, langues germaniques, langues modernes, scientifique, mathématique/physique, mathématique/sciences économiques, mathématique, sciences/géographie, éducation physique/biologie, arts plastiques) 216

e) porteur du diplôme d'instituteur - institutrice maternel(le), complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés . 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

f) porteur du diplôme d'instituteur - institutrice maternel(le), non complété par les douze mois de service dont question sous e); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous e), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire autre que le diplôme d'instituteur primaire et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 216

b) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre que le diplôme d'instituteur primaire et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 206/2

c) porteur du diplôme de régent et qui bénéficiait avant le 1^{er} janvier 1946, du barème de régent d'école moyenne 207/3

2. Instituteur primaire à l'école primaire d'application : 207/3

Régime transitoire :

porteur du diplôme de régent et qui bénéficiait avant le 1^{er} janvier 1946, du barème de régent d'école moyenne 208/2

3. Maître de morale :

a) porteur du diplôme d'instituteur primaire délivré après un cycle de deux ou trois années de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court 216

b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en a) et complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés . 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en a) et non complété par les douze mois de service dont question sous b); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

d) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (groupe littéraire, langue maternelle/histoire, langues germaniques, langues modernes, scientifique, mathématique/physique, mathématique/sciences économiques, mathématique, sciences/géographie, éducation physique/biologie, arts plastiques) 216

e) porteur du diplôme d'instituteur - institutrice maternel(le), complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés . 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

f) porteur du diplôme d'instituteur - institutrice maternel(le), non complété par les douze mois de service dont question sous *e)*; le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous *e)*, est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire autre que le diplôme d'instituteur primaire et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 216

b) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre que le diplôme d'instituteur primaire et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire..... 206/2

4. Maître de morale à l'école primaire d'application : 207/3

5. Maître de cours spéciaux :

a) porteur du diplôme d'instituteur primaire délivré après un cycle de deux ou trois années de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court complété par le certificat requis suivant la spécialisation 216

b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en *a)*, complété par le certificat requis suivant la spécialité et complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire, complété par le certificat requis suivant la spécialité, non visé en *a)* et non complété par les douze mois de service dont question sous *b)*; le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous *b)*, est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie.

d) porteur d'un titre requis constitué par un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou de régent délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 20 décembre 1932 216

e) porteur d'un titre requis de l'enseignement supérieur non universitaire autre que ceux visés en *a)*, *b)*, *c)* et *d)* complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

f) porteur d'un titre requis de l'enseignement supérieur non universitaire autre que ceux visés en *a)*, *b)*, *c)* et *d)* et non complété par les douze mois de service dont question sous *e)*; le traitement fixé dans l'échelle prévue sous *e)*, est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

g) porteur d'un titre autre que le titre requis complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés 206/1

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

h) porteur d'un titre autre que le titre requis et non complété par les douze mois de service dont question sous *g)*; le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous *g)*, est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire autre que le titre requis et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 216

b) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 206/2

6. Maître de cours spéciaux à l'école primaire d'application : 207/3

7. Directeur d'une école primaire autonome ou annexée et directeur d'une école fondamentale autonome ou annexée :

a) d'une école comptant de 1 à 3 classes 208/1

b) d'une école comptant de 4 à 6 classes 208/3

c) d'une école comptant de 7 à 9 classes 208/5

d) d'une école comptant 10 classes et plus 209/2

8. Directeur d'une école primaire d'application :	
a) d'une école comptant de 1 à 3 classes	208/4
b) d'une école comptant de 4 à 6 classes	209/1
c) d'une école comptant de 7 à 9 classes	209/3
d) d'une école comptant 10 classes et plus	210/1
9. Maître de religion catholique ou protestante :	
a) qui possède la qualité de ministre du culte	216
b) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
c) porteur du diplôme d'instituteur primaire - instituteur maternel délivré après un cycle de deux ou trois années de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court	216
d) porteur de tout autre titre requis de l'enseignement supérieur non universitaire que ceux visés en a), b), c) et f)	216
e) porteur du diplôme d'instituteur maternel complété par le certificat de compétence pour l'enseignement primaire, délivré par le chef du culte	216
f) porteur soit :	
1. du diplôme de fin d'études secondaires du degré supérieur complété par le certificat de compétence pour l'enseignement primaire, délivré par le chef du culte;	
2. du certificat visé en 1, lorsque ce certificat est délivré avant le 12 janvier 1972;	
3. d'un titre autre que l'un des titres requis lorsque les titres susvisés sont complétés par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés	206/1
La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.	
g) porteur de l'un des titres visés en f) et non complété par les douze mois de service dont question sous f); le traitement fixé dans l'échelle prévue sous f) est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie	
Régime transitoire :	
nommé à cette fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle de l'instituteur primaire	206/2
Maître de religion israélite :	
a) qui possède la qualité ou la dignité de ministre du culte	216
b) porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle d'au moins deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court, et complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré primaire, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	216
c) porteur de tout autre titre requis, autre que ceux visés en a) et b) et complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés. La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire	206/2
d) porteur de tout titre requis autre que ceux visés en a) et b) et non complété par les douze mois de service, dont question sous c); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition, relative aux douze mois de service, est remplie	
Maître de religion orthodoxe :	
a) qui possède la qualité de ministre du culte	216
b) porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle d'au moins deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court	216
c) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
d) porteur d'un des titres requis autres que ceux visés en a), b) et c), complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés.	
La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire	
e) porteur de tout titre requis, autre que ceux visés en a), b) et c), non complété par les douze mois de service, dont question en d); le traitement fixé dans l'échelle prévue sous d), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de services est remplie.	
10. Maître de religion catholique ou protestante à l'école primaire d'application :	
a) porteur de l'un des titres requis à l'exclusion du titre visé en b) ci-après	207/3
b) qui possède la qualité de Ministre du Culte	207/3
c) porteur d'un autre titre	207/1
Régime transitoire :	
nommé à cette fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle de l'instituteur primaire à l'école primaire d'application	207/3

Maître de religion israélite à l'école primaire d'application :	
a) qui possède la qualité ou la dignité de Ministre du Culte	207/3
b) porteur du diplôme d'instituteur primaire, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré primaire, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
c) porteur du certificat en histoire, pensée et civilisation juive délivré par l'Institut des études du Judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
d) porteur du certificat spécial en langue et littérature hébraïque contemporaine délivré par l'Institut des études du Judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
e) porteur du certificat en histoire juive délivré par l'Institut des études du Judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
f) porteur du certificat en pensée et civilisation juive délivré par l'Institut des études du Judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
g) porteur du certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré primaire délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	206/2
 11. Directeur d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe	209/2
Régime transitoire :	
a) nommé à cette fonction le 31 mars 1972 au plus tard et porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire	210/1
b) nommé à cette fonction le 31 mars 1972 au plus tard	210/1
c) nommé à cette fonction après le 31 mars 1972 et porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire, lorsqu'à cette date il était chargé de l'exercice de la fonction et qu'il l'est resté sans interruption jusqu'à sa nomination	210/1
d) nommé à cette fonction après le 31 mars 1972, lorsqu'à cette date il était chargé de l'exercice de la fonction et qu'il l'est resté sans interruption jusqu'à sa nomination	210/1
 12. Directeur d'un institut médico-pédagogique	209/2
Régime transitoire :	
a) nommé à cette fonction le 31 mars 1972 au plus tard	210/1
b) nommé à cette fonction le 31 mars 1972 au plus tard et porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire	210/1
c) nommé à cette fonction après le 31 mars 1972, lorsqu'à cette date il était chargé de l'exercice de la fonction et qu'il l'est resté sans interruption jusqu'à sa nomination	210/1
d) nommé à cette fonction après le 31 mars 1972 et porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire, lorsqu'à cette date il était chargé de l'exercice de la fonction et qu'il l'est resté sans interruption jusqu'à sa nomination	210/1
 13. Maître de seconde langue	
a) porteur du titre requis	216
b) porteur d'autres titres	206/1"
 Art. 3. A partir du 1 ^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours généraux" est remplacé par les termes suivants :	
« a) porteur du titre requis (diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur)	216
b) porteur d'un autre diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'ingénieur technicien ou de candidat délivré par une université belge, un établissement y assimilé ou habilité par la loi ou par un jury constitué par le Gouvernement	216
c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire	216
d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur	206/3
e) porteur d'autres titres	206/2
Régime transitoire :	
a) nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
b) enseignant le cours de sciences commerciales dans une école moyenne, porteur d'un diplôme universitaire et en fonction en cette qualité dans un établissement de l'Etat le 1 ^{er} mars 1953 au plus tard	235

c) en fonction dans une école technique secondaire inférieure, non porteur du diplôme du niveau supérieur du premier degré et qui a bénéficié du barème 77520 - 135120, sous le régime de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1953 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé des établissements ressortissant au Ministère de l'Instruction publique	215
d) en fonction dans une école technique secondaire inférieure, non porteur du diplôme du niveau supérieur du premier degré et qui a bénéficié du barème 70320 - 127920, sous le régime de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1953 précité	208/2
e) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle octroyée à l'agrégé d'enseignement secondaire supérieur	415
f) nommé à cette fonction ou stagiaire, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficiait au 1 ^{er} août 1989 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415 »

Art. 4. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de morale", est remplacé par les termes suivants :

a) porteur du titre requis (diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur)	216
b) porteur du diplôme d'ingénieur technicien ou de candidat délivré par une université belge, un établissement y assimilé ou habilité par la loi ou par un jury constitué par le Gouvernement	216
c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire	216
d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur	206/3
e) porteur d'autres titres	206/2

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
b) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415
c) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficiait au 1 ^{er} août 1989 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415''

Art. 5. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours spéciaux (éducation physique) est remplacé par les termes suivants :

« a) porteur du titre requis (diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur- éducation physique)	216
b) porteur du diplôme de licencié en éducation physique ou de candidat en éducation physique délivré par une université belge, un établissement y assimilé ou habilité par la loi ou par un jury constitué par le Gouvernement	216
c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire	216
d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur	206/3
e) porteur d'autres titres	206/2

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (éducation physique) et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
b) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (éducation physique) et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415
c) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal d'un Lycée royal, porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (éducation physique) et qui bénéficiait au 1 ^{er} août 1989 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415''

Art. 6. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours spéciaux (dessin, travail manuel, éducation plastique)", à partir du littéra b), est remplacé par les termes suivants :

« b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire	216
c) porteur du titre du niveau secondaire supérieur	206/3
d) porteur d'autres titres	206/2''

Art. 7. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours spéciaux (musique et éducation musicale)", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 8. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours spéciaux (sténodactylographie)", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 9. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, 1^o spécialités économie domestique, coupe et couture", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 10. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, 2^o spécialités fer, bois, électricité", est remplacé par les termes suivants :

- « 2^o Autres spécialités
- a) porteur du titre requis 216
- b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre requis, à l'exception du certificat d'aptitudes pédagogiques lorsque celui-ci est requis 211
- d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 11. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours techniques", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre requis, à l'exception du certificat d'aptitudes pédagogiques lorsque celui-ci est requis 211
- d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 12. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de pratique professionnelle", à partir du littera c), est remplacé par les termes suivants :

- « c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d) porteur du titre requis, à l'exception du certificat d'aptitudes pédagogiques lorsque celui-ci est requis 211
- e) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- f) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 13. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de religion catholique, protestante ou orthodoxe", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur du diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d) porteur de tout autre titre 206/2"

Le littera b) de la rubrique "Régime transitoire" est remplacé par la disposition suivante :

- "b) nommé à cette fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'instituteur primaire 216"

Art. 14. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours généraux - Régime transitoire", littera *g*), est remplacé par les termes suivants :

« *g*) nommé à cette fonction, porteur d'autres titres et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée à l'instituteur primaire :

- s'il est porteur du diplôme d'instituteur primaire et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard 216
- s'il est porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard 206/3
- s'il n'est pas porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur 206/2
- s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 206/2"

Art. 15. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de morale - Régime transitoire", littera *e*), est remplacé par les termes suivants :

« *e*) nommé à cette fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée à l'instituteur primaire :

- s'il est porteur du diplôme d'instituteur primaire et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard 216
- s'il est porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard 206/3
- s'il n'est pas porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur 206/2
- s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 206/2"

Art. 16. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours spéciaux (éducation physique) — Régime transitoire", à partir du littera *c*), est remplacé par les termes suivants :

- « *c*) nommé à cette fonction, porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d*) nommé à cette fonction, porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e*) nommé à cette fonction, porteur d'autres titres 206/2
- f*) nommé à cette fonction, dans une école professionnelle secondaire supérieure et qui bénéficiait au 1^{er} mars 1972, de l'échelle octroyée au professeur de cette école, agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 412
- g*) nommé à cette fonction dans une école professionnelle secondaire supérieure et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle de professeur de cette école, porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur .. 216"

Art. 17. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours spéciaux (dessin, travail manuel et éducation plastique)", à partir du littera *f*), est remplacé par les termes suivants :

- « *f*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- g*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- h*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 18. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours spéciaux (musique et éducation musicale)", à partir du littera *c*), est remplacé par les termes suivants :

- « *c*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 19. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours spéciaux (sténodactylographie)", à partir du littera *c*), est remplacé par les termes suivants :

- « *c*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 20. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours techniques", à partir du littera *h*), est remplacé par les termes suivants :

- « *h*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- i*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- j*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 21. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de pratique professionnelle", à partir du littera *c*), est remplacé par les termes suivants :

- « *c*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 22. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle", à partir du littera *b*), est remplacé par les termes suivants :

- « *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 23. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Surveillant-éducateur", litterae *a*) et *b*), est remplacé par les termes suivants :

- « *a*) porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'instituteur maternel, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section "éducateurs spécialisés" organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court .. 216
- b*) porteur du diplôme de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge . 216"

Art. 24. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Surveillant-éducateur d'internat", les litterae *a*) et *b*) sont remplacés par les termes suivants :

- « *a*) porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'instituteur maternel, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section "éducateurs spécialisés" organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court .. 216
- b*) porteur du diplôme de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge . 216"

Art. 25. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Educateur-économiste", est remplacé par les termes suivants :

- "Educateur-économiste 153"

Art. 26. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Secrétaire de direction", est remplacé par les termes suivants :

- "Secrétaire de direction 153"

Art. 27. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Secrétaire-bibliothécaire", des litterae *a*) et *b*) est remplacé par les termes suivants :

- « *a*) porteur du diplôme d'instituteur maternel, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, d'instituteur primaire, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, ou du diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section "éducateurs spécialisés" organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique 216

- b*) porteur du diplôme d'instituteur maternel, du diplôme d'instituteur primaire, du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou du diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section "éducateurs spécialisés" organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court, de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge 216"

Art. 28. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Assistant social", est remplacé par les termes suivants :

- « Assistant social 216 »

Art. 29. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Administrateur d'internat", est remplacé par les termes suivants :

- « Administrateur d'internat 167 »

Art. 30. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre H, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel paramédical" est remplacé par les termes suivants :

- Puéricultrice 015
- Infirmière 216
- Logopède 216
- Kinésithérapeute 216

Art. 31. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre J, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, l'échelle 315/1 est remplacée par l'échelle 216.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 32. Entre le 1^{er} septembre 1999 et le 31 août 2005, les membres du personnel visés au présent arrêté bénéficient d'une augmentation de traitement fixée comme suit :

- a*) pour la période du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2000, 10 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

b) pour la période du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001, 20 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

c) pour la période du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002, 30 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

d) pour la période du 1^{er} septembre 2002 au 31 août 2003, 47,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

e) pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 31 août 2004, 65 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

f) pour la période du 1^{er} septembre 2004 au 31 août 2005, 82,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté.

Art. 33. Les membres du personnel visés au présent arrêté et qui bénéficient, à la date du 1^{er} septembre 1999, d'un traitement supérieur à celui auquel ils peuvent prétendre en application des dispositions du présent arrêté, conservent le bénéfice de l'échelle de traitement qui était la leur sous le régime pécuniaire antérieur tel que fixé au 31 août 1999 aussi longtemps qu'ils obtiennent dans ladite échelle un traitement supérieur.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 35. Le Ministre qui a les statuts des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 septembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
Mme L. ONKELINX

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Echelles de la classe 22 ans :

208/1

750.853 - 1.255.610

1(1) 21.828

2(1) 22.235

1(2) 36.370

1(2) 37.009

10(2) 36.508

208/2

757.838 - 1.262.740

1(1) 21.959

2(1) 22.242

1(2) 36.370

1(2) 37.009

10(2) 36.508

208/3

783.379 - 1.288.564

3(1) 22.242

1(2) 36.370

1(2) 37.009

10(2) 36.508

208/4

814.544 - 1.319.729

3(1) 22.242

1(2) 36.370

1(2) 37.009

10(2) 36.508

208/5
816.324 - 1.321.509
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

206/1
623.187 - 1.051.696
2(1) 15.167
1(1) 17.873
1(2) 28.813
1(2) 31.361
1(2) 31.570
9(2) 32.062

207/3
715.927 - 1.219.870
3(1) 21.828
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

209/1
847.490 - 1.352.675
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

209/2
849.272 - 1.354.457
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

209/3
880.437 - 1.385.622
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

210/1
913.384-1.418.569
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

207/1
687.113 -1.119.614
3(1) 21.827
1(2) 35.931
1(2) 37.009
10(2) 36.508

153
715.929 - 1.220.000
3(1) 21.826
1(2) 35.924
2(2) 37.038
1(2) 37.059
9(2) 36.508

167
817.529 - 1.323.292
3(1) 22.241
1(2) 36.371
1(2) 37.038
1(2) 37.059
9(2) 36.508

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat.

Bruxelles, le 2 septembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 103

[C - 98/29479]

2 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals ze werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals het werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken, gegeven op 16 februari 1998;

Gelet op het protocol van 6 maart 1998 van het Sectorcomité IX en het Comité voor de provinciale en lokale overheidsdiensten, Sectie II;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van 31 augustus 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Artikel 1. Vanaf 1 september 2005 wordt hoofdstuk A - Bestuurs- en onderwijzend personeel van het voorschools onderwijs - van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat vervangen door volgend hoofdstuk :

« Hoofdstuk A.- Bestuurs- en onderwijzend personeel van het voorschools onderwijs :

Kleuteronderwijzer :

a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs (diploma van kleuteronderwijzer) 216

b) houder van het diploma van onderwijzer 216

Overgangsstelsel :

a) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs 216

b) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsgetuigschrift dan het diploma van kleuteronderwijzer 206/2

Directeur van een autonome kleuterschool :

a) van een school met 1 tot 3 klassen 208/1

b) van een school met 4 tot 6 klassen 208/3

c) van een school met 7 tot 9 klassen 208/5

d) van een school met 10 klassen en meer 209/2

Onderwijzer aan een oefenschool voor kleuteronderwijzer : 207/3

Hoofdonderwijzer aan een oefenschool voor kleuteronderwijzer :

a) van een school met 1 tot 3 klassen	208/4
b) van een school met 4 tot 6 klassen	209/1
c) van een school met 7 tot 9 klassen	209/3
d) van een school met 10 klassen en meer	210/1 "

Art. 2. Vanaf 1 september 2005 wordt hoofdstuk B - Bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs - van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 vervangen door volgend hoofdstuk :

« Hoofdstuk B. — Bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs :

1. Onderwijzer :

a) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van twee of drie jaar van hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type

216

b) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a) en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd

216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

c) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder b); de wedde, vastgesteld in de onder b) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

d) houder van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling letterkunde, moedertaal/ geschiedenis, Germaanse talen, moderne talen, wetenschappen, wiskunde/natuurkunde, wiskunde/economische wetenschappen, wiskunde, wetenschappen/ aardrijkskunde, lichamelijke opvoeding/biologie, plastische kunsten)

216

e) houder van het diploma van kleuteronderwijzer(es), aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd

216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

f) houder van het diploma van kleuteronderwijzer(es), niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder e); de wedde, vastgesteld in de onder e) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Overgangsstelsel :

a) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan het diploma van onderwijzer en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot

216

b) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het diploma van onderwijzer en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot

206/2

c) houder van het diploma van regent en die vóór 1 januari 1946 de weddeschaal van regent aan een middelbare school genoot

207/3

2. Onderwijzer aan een lagere oefenschool

207/3

Overgangsstelsel :

houder van het diploma van regent en die vóór 1 januari 1946 de weddeschaal van regent middelbare school genoot

208/2

3. Leermeester zedenleer

a) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van twee of drie jaar van hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type

216

b) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a) en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd

216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

c) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder b); de wedde, vastgesteld in de onder b) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

d) houder van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling letterkunde, moedertaal/ geschiedenis, Germaanse talen, moderne talen, wetenschappen, wiskunde/natuurkunde, wiskunde/economische wetenschappen, wiskunde, wetenschappen/ aardrijkskunde, lichamelijke opvoeding/biologie, plastische kunsten)

216

e) houder van het diploma van kleuteronderwijzer(es), aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd

216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

f) houder van het diploma van kleuteronderwijzer(es), niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder e); de wedde, vastgesteld in de onder e) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Overgangsstelsel :

a) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan het diploma van onderwijzer en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot 216

b) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het diploma van onderwijzer en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot 206/2

4. Leermeester zedenleer aan een lagere oefenschool :207/3

5. Leermeester bijzondere vakken :

a) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van twee of drie jaar van hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, aangevuld met het vereiste getuigschrift naar gelang van de specialisatie . 216

b) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a), aangevuld met het getuigschrift vereist naar gelang van de specialiteit en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd 216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

c) houder van het diploma van onderwijzer, aangevuld met het vereiste getuigschrift naar gelang van de specialiteit, niet bedoeld onder a) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake in b); de wedde, vastgesteld in de onder b) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

d) houder van een vereist bekwaamheidsbewijs dat het diploma is van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of van regent, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 december 1932 . 216

e) houder van een ander vereist bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan deze bepaald in a), b), c) en d), aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd..... 216

De duur van die diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

f) houder van een ander vereist getuigschrift van het niet universitair hoger onderwijs dan deze bedoeld in a), b), c) en d) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder e); de wedde, vastgesteld in de onder e) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

g) houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd..... 206/1

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

h) houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder g); de wedde, vastgesteld in de onder g) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Overgangsstelsel :

a) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot 216

b) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot 206/2

6. Leermeester bijzondere vakken aan een lagere oefenschool 207/3

7. Directeur van een autonome of geannexeerde lagere school en directeur van een autonome of geannexeerde basis- school

a) van een school met 1 tot 3 klassen 208/1

b) van een school met 4 tot 6 klassen 208/3

c) van een school met 7 tot 9 klassen 208/5

d) van een school met 10 klassen en meer 209/2

8. Directeur van een lagere oefenschool

a) van een school met 1 tot 3 klassen 208/4

b) van een school met 4 tot 6 klassen.209/1

c) van een school met 7 tot 9 klassen.209/3

d) van een school met 10 klassen en meer.210/1

9. Leermeester katholieke of protestantse godsdienst

a) die de hoedanigheid van bedienaar van de eredienst heeft216

b) houder van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs 216

c) houder van het diploma van onderwijzer- kleuteronderwijzer uitgereikt na een cyclus van twee of drie jaar hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type 216

d) houder van gelijk welk ander vereist bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan deze bedoeld in a), b), c) en f) 216

e) houder van het diploma van kleuteronderwijzer aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het lager onderwijs, uitgereikt door het hoofd van de eredienst 216

f) houder ofwel :

1. van het einddiploma van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het lager onderwijs, uitgereikt door het hoofd van de eredienst.

2. van het in 1. bedoeld getuigschrift wanneer dit getuigschrift uitgereikt werd voor 12 januari 1972;

3. van een ander bekwaamheidsbewijs dan de vereiste bekwaamheidsbewijzen wanneer hoger vermelde bekwaamheidsbewijzen aangevuld zijn met twaalf maanden dienst in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd206/1

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

g) houder van een van de in f) bedoelde bekwaamheidsbewijzen en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder f); de wedde, vastgesteld in de onder f) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Overgangsstelsel

benoemd in dit ambt en die op 31 maart 1972 de schaal van onderwijzer genoot 206/2

Leermeester israëlitische godsdienst

a) die de hoedanigheid of de waardigheid van bedienaar van de eredienst heeft 216

b) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, en aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de israëlitische godsdienst in het lager onderwijs, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 216

c) houder van gelijk welk ander vereist bekwaamheidsbewijs dan deze bedoeld in a) en b) en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd.

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit 206/2

d) houder van gelijk welk ander bekwaamheidsbewijs dan deze bedoeld in a) en b) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder c); de wedde, vastgesteld in de onder b) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Leermeester orthodoxe godsdienst

a) die de hoedanigheid van bedienaar van de eredienst heeft 216

b) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type 216

c) houder van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs 216

d) houder van gelijk welk ander vereist bekwaamheidsbewijs dan deze bedoeld in a), b) en c) en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd.

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit 206/2

d) houder van gelijk welk ander getuigschrift dan deze bedoeld in a), b) en c), niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder d); de wedde, vastgesteld in de onder d) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan..

10. Leermeester katholieke of protestantse godsdienst aan een lagere oefenschool

a) houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen met uitsluiting van het in hierna volgend b) bedoeld bekwaamheidsbewijs 207/3

b) die de hoedanigheid van bedienaar van de eredienst heeft 207/3

c) houder van een ander bekwaamheidsbewijs 207/1

Overgangsstelsel

benoemd in dit ambt en die op 31 maart 1972 de schaal van onderwijzer aan een lagere oefenschool genoot . 207/3

Leermeester Israëlitische godsdienst aan een lagere oefenschool

a) die de hoedanigheid of de waardigheid van bedienaar van de eredienst heeft 207/3

b) houder van het diploma van onderwijzer aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in het lager onderwijs, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie.207/3

c) houder van het getuigschrift Joodse geschiedenis, denkwijze en beschaving uitgereikt door het Instituut voor de bestudering van het Judaïsme, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de israëlitische godsdienst in het lager secundair niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 207/3

d) houder van het speciaal getuigschrift hedendaagse Hebreeuwse taal en literatuur, uitgereikt door het Instituut voor de bestudering van het Judaïsme, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in het lager secundair niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 207/3

e) houder van het getuigschrift Joodse geschiedenis uitgereikt door het Instituut voor de bestudering van het Judaïsme, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de israëlitische godsdienst in het lager secundair niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 207/3

f) houder van het getuigschrift Joodse denkwijze beschaving uitgereikt door het Instituut voor de bestudering van het Judaïsme, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de israëlitische godsdienst in het lager secundair niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 207/3

g) houder van het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in het lager niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbin van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 206/2

11. Directeur van een internaat voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben 209/2
- Overgangsstelsel
- uiterlijk op 31 maart 1972 in dit ambt benoemd en houder van een bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs 210/1
- b) uiterlijk op 31 maart 1972 in dit ambt benoemd. 210/1
- c) na 31 maart 1972 in dit ambt benoemd en houder van een bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs, indien hij op die datum belast was met de uitoefening van het ambt en hij dit tot zijn benoeming zonder onderbreking is gebleven 210/1
- d) na 31 maart 1972 in dit ambt benoemd indien hij op die datum belast was met de uitoefening van het ambt en hij dit tot zijn benoeming zonder onderbreking is gebleven 210/1
12. Directeur van een medisch-pedagogisch instituut 209/2
- Overgangsstelsel
- a) uiterlijk op 31 maart 1972 in dit ambt benoemd 210/1
- b) uiterlijk op 31 maart 1972 in dit ambt benoemd en houder van een bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs 210/1
- c) na 31 maart 1972 in dit ambt benoemd indien hij op die datum belast was met de uitoefening van het ambt en hij dit tot zijn benoeming zonder onderbreking is gebleven 210/1
- d) na 31 maart 1972 in dit ambt benoemd en houder van een bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs, indien hij op die datum belast was met de uitoefening van het ambt en hij dit tot zijn benoeming zonder onderbreking is gebleven 210/1
13. Leermeester tweede taal
- a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs 216
- b) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/1 "

Art. 3. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar algemene vakken " vervangen door volgende woorden :

- « a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs (diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs) 216
- b) houder van een ander diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, van technisch ingenieur of van kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit, een daarmee gelijkgestelde inrichting of daartoe gemachtigd door de wet of door een door de Regering opgerichte examencommissie. 216
- c) houder van een diploma van onderwijzer 216
- d) houder van het bekwaamheidsbewijs voor het hoger secundair onderwijs 206/3
- e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2
- Overgangsstelsel
- a) in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal toegekend aan de geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs genoot 216
- b) die les geeft in de handelswetenschappen aan een middelbare school, houder van een universitair diploma en in deze hoedanigheid uiterlijk op 1 maart 1953 in dienst in een rijksinrichting 235
- c) in dienst in een lagere, middelbare, technische school, niet in het bezit van een diploma van het hoger niveau van de eerste graad en die de schaal 77520-135120 genoot onder het stelsel van het koninklijk besluit van 1 december 1953 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van de inrichtingen die van het Ministerie van Openbaar Onderwijs afhangen inrichtingen 215
- d) in dienst in een lagere, middelbare, technische school, niet in het bezit van een diploma van het hoger niveau van de eerste graad en die de schaal 70320-127920 genoot onder het stelsel van voormeld koninklijk besluit van 1 december 1953 208/2
- e) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de schaal genoot toegekend aan de geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs 415
- f) in dit ambt benoemd of stagiair in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, in het bezit van een diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs en die op 1 augustus 1989 de schaal van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot 415"

Art. 4. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar zedenleer " vervangen door volgende woorden :

- a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs (diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs) 216
- b) houder van het diploma van technisch ingenieur of van kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit, een daarmee gelijkgestelde inrichting of daartoe gemachtigd door de wet of door een door de Regering opgerichte examencommissie 216
- c) houder van een diploma van onderwijzer 216
- d) houder van het bekwaamheidsbewijs voor het hoger secundair onderwijs 206/3
- e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2

Overgangsstelsel

a) in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs genoot 216

b) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de schaal van de geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot 415

c) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van een bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs en die op 13 augustus 1989 de schaal van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot 415 "

Art. 5. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad - Leraar bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding) " vervangen door volgende woorden :

« a) houder van het vereist bekwaamheidsbewijs (diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs- (lichamelijke opvoeding) 216

b) houder van het diploma licentiaat lichamelijke opvoeding of kandidaat lichamelijke opvoeding, uitgereikt door een Belgische universiteit, een daarmee gelijkgestelde inrichting of daartoe gemachtigd door de wet of door een door de Regering opgerichte examencommissie 216

c) houder van een diploma van onderwijzer 216

d) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair onderwijs 206/3

e) houder van andere getuigschriften 206/2

Overgangsstelsel

a) in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs genoot 216

b) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) en die op 31 maart 1972 de schaal van de geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot . 415

c) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) en die op 1 augustus 1989 de schaal van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot 415 "

Art. 6. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar bijzondere vakken (tekenen, handenarbeid, plastische opvoeding) " vanaf letter b) vervangen door volgende woorden :

« b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau 206/3

d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 7. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar bijzondere vakken (muziek en muziekopvoeding) " vanaf letter b) vervangen door volgende woorden :

b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau 206/3

d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 8. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar bijzondere vakken (stenodactylografie) " vanaf letter b) vervangen door volgende woorden :

« b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het getuigschrift voor het hoger secundair niveau 206/3

d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 9. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad - Leraar technische vakken en beroepspraktijk, 1° specialiteiten huishoudkunde, snit en naad " vanaf letter b) vervangen door volgende woorden :

b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het getuigschrift voor het hoger secundair niveau 206/3

d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 10. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar technische vakken en beroepspraktijk 2° specialiteiten ijzer, hout, elektriciteit " vervangen door volgende woorden :

« 2° Andere specialiteiten

a) houder van het vereist bekwaamheidsbewijs 216

b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs met uitzondering van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid wanneer dit vereist is 211

d) houder van het bekwaamheidsbewijs voor het hoger secundair niveau 206/3

e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 11. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar technische vakken " vanaf letter *b*) vervangen door volgende woorden :

" <i>b</i>) houder van een diploma van onderwijzer	216
<i>c</i>) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs met uitzondering van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid wanneer dit vereist is	211
<i>d</i>) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
<i>e</i>) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 12. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad - Praktijkleraar " vanaf letter *c*) vervangen door de volgende woorden :

" <i>c</i>) houder van een diploma van onderwijzer	216
<i>d</i>) houder van het vereiste getuigschrift met uitzondering van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid wanneer dit vereist is	211
<i>e</i>) houder van het getuigschrift voor het hoger secundair niveau	206/3
<i>f</i>) houder van andere getuigschriften	206/2 »

Art. 13. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar katholieke, protestantse of orthodoxe godsdienst" vanaf letter *b*) vervangen door volgende woorden :

" <i>b</i>) houder van het diploma van onderwijzer	216
<i>c</i>) houder van een bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
<i>d</i>) houder van gelijk welk ander bekwaamheidsbewijs	206/2 "
Letter <i>b</i>) van rubriek " Overgangsstelsel " wordt vervangen door volgende bepaling :	
« <i>b</i>) in dit ambt benoemd en die op 31 maart 1972 de schaal van onderwijzer genoot	216 "

Art. 14. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar algemene vakken - Overgangsstelsel " letter *g*) vervangen door volgende woorden :

" <i>g</i>) in dit ambt benoemd, houder van andere bekwaamheidsbewijzen en die op 31 maart 1972 de schaal toegekend aan de onderwijzer genoot :	
- indien hij houder is van het diploma van onderwijzer en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst is getreden	216
- indien hij houder is van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst is getreden	206/3
- indien hij niet houder is van het diploma van onderwijzer noch van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau	206/2
- indien hij na 31 december 1962 in dienst is getreden	206/2 "

Art. 15. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar zedenleer - Overgangsstelsel" letter *e*) vervangen door volgende woorden :

« <i>e</i>) in dit ambt benoemd, en die op 31 maart 1972 de schaal toegekend aan de onderwijzer genoot :	
- indien hij houder is van het diploma van onderwijzer en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst is getreden	216
- indien hij houder is van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst is getreden	206/3
- indien hij niet houder is van het diploma van onderwijzer noch van een bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/2
- indien hij na 31 december 1962 in dienst is getreden	206/2 »

Art. 16. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar bijzondere vakken (Lichamelijke Opvoeding) - Overgangsstelsel " vanaf letter *c*) vervangen door volgende woorden :

« <i>c</i>) in dit ambt benoemd, houder van een diploma van onderwijzer	216
<i>d</i>) in dit ambt benoemd, houder van een bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
<i>e</i>) in dit ambt benoemd, houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2
<i>f</i>) in dit ambt benoemd, in een hogere secundaire beroepsschool en die op 1 maart 1972 de weddeschaal genoot toegekend aan de leraar van die school, geaggregeerd voor het hoger secundair onderwijs	412
<i>g</i>) in dit ambt benoemd, in een hogere secundaire beroepsschool en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van leraar in die school genoot, houder van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs	216 "

Art. 17. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar bijzondere vakken (tekenen, handenarbeid en plastische opvoeding) " vanaf letter *f*) vervangen door volgende woorden :

"f) houder van een diploma van onderwijzer	216
g) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
h) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 18. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar bijzondere vakken (muziek en muziekopvoeding) " vanaf letter *c*) vervangen door volgende woorden :

"c) houder van een diploma van onderwijzer	216
d) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 19. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar bijzondere vakken (stenodactylografie) " vanaf letter *c*) vervangen door volgende woorden :

"c) houder van het diploma van onderwijzer	216
d) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 20. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar technische vakken" vanaf letter *h*) vervangen door volgende woorden :

"h) houder van het diploma van onderwijzer	216
i) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
j) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 21. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 wordt de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Praktijkleraar", vanaf letter *c*) vervangen door volgende woorden :

"c) houder van het diploma van onderwijzer	216
d) houder van een getuigschrift voor het hoger secundair niveau	206/3
e) houder van gelijk welk ander getuigschrift	206/2 "

Art. 22. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de hogere graad - Leraar technische vakken en beroepspraktijk " vanaf letter *b*) vervangen door de volgende woorden :

« b) houder van het diploma van onderwijzer	216
c) houder van een bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 23. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel - Studiemeester-opvoeder ", letters *a*) en *b*), vervangen door volgende woorden :

"a) houder van het diploma van onderwijzer, kleuteronderwijzer, geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs of opvoeder uitgereikt door een inrichting voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type en met volledig leerplan of aan het einde van een afdeling " gespecialiseerde opvoeders " georganiseerd door het hoger pedagogisch of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type

b) houder van het diploma van sociaal adviseur, maatschappelijk assistent of kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit

Art. 24. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel - Studiemeester-opvoeder in een internaat", letters *a*) en *b*), vervangen door volgende woorden :

« a) houder van het diploma van onderwijzer, kleuteronderwijzer, geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs of opvoeder uitgereikt door een inrichting voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type en met volledig leerplan of aan het einde van een afdeling " gespecialiseerde opvoeders " georganiseerd door het hoger pedagogisch of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type

b) houder van het diploma van sociaal adviseur, maatschappelijk assistent of kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit

Art. 25. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel - Opvoeder-huismeester " vervangen door volgende woorden :

« Opvoeder-huismeester

Art. 26. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel - Directiesecretaris " vervangen door volgende woorden :

« Directiesecretaris

Art. 27. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel -Secretaris-bibliothecaris ", letters a) en b), vervangen door volgende woorden :

« a) houder van het diploma van kleuteronderwijzer, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek open te houden, van onderwijzer, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek te houden, van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek te houden, van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek te houden, of van het diploma van opvoeder uitgereikt door een inrichting voor hoger pedagogisch onderwijs, van het korte type en met volledig leerplan of aan het einde van een afdeling " gespecialiseerde opvoeders " georganiseerd door het hoger pedagogisch onderwijs of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek te houden 216

b) houder van het diploma van kleuteronderwijzer, van onderwijzer, van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs of van het diploma van studiemeester uitgereikt door een inrichting voor hoger pedagogisch onderwijs, van het korte type en met volledig leerplan of op het einde van een afdeling " gespecialiseerde opvoeders " georganiseerd door het hoger pedagogisch onderwijs of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type, van sociaal adviseur, van maatschappelijk assistent of van kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit 216 "

Art. 28. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Maatschappelijk assistent " vervangen door volgende woorden :

« Maatschappelijk assistent 216 "

Art. 29. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Beheerder van een internaat " vervangen door de volgende woorden :

« Beheerder van een internaat 167 "

Art. 30. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk H van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Paramedisch personeel " vervangen door de volgende woorden :

Kinderverzorgster 015

Verpleegster 216

Logopedist 216

Kinesitherapeut 216

Art. 31. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk J van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de schaal 315/1 vervangen door de schaal 216.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 32. Tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2005 krijgen de in dit besluit bedoelde personeelsleden een weddeverhoging als volgt vastgesteld :

a) voor de periode tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2000, 10 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

b) voor de periode tussen 1 september 2000 en 31 augustus 2001, 20 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

c) voor de periode tussen 1 september 2001 en 31 augustus 2002, 30 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

d) voor de periode tussen 1 september 2002 en 31 augustus 2003, 47,50 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

e) voor de periode tussen 1 september 2003 en 31 augustus 2004, 65 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

f) voor de periode tussen 1 september 2004 en 31 augustus 2005, 82,5 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

Art. 33. De in dit besluit bedoelde personeelsleden die op 1 september 1999 een wedde ontvangen die hoger is dan deze waarop zij aanspraak kunnen maken bij toepassing van de bepalingen van dit besluit, behouden het voordeel van de weddeschaal die hen onder het vorig geldelijk stelsel werd toegekend zoals bepaald op 31 augustus 1999 zolang zij in bedoelde schaal een hogere wedde ontvangen.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 34. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 35. De Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 september 1998

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat.

Schalen klasse 22 jaar :

208/1

750.853 - 1.255.610

1 (1) 21.828

2 (1) 22.235

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

208/2

757.838 - 1.262.740

1 (1) 21.959

2 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

208/3

783.379 - 1.288.564

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

208/4

814.544 - 1.319.729

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

208/5

816.324 - 1.321.509

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

206/1

623.187 - 1.051.696

2 (1) 15.167

1 (1) 17.873

1 (2) 28.813

1 (2) 31.361

1 (2) 31.570

9.(2) 32.062

207/3

715.927 - 1.219.870

3 (1) 21.828

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

209/1

847.490 - 1.352.675

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

209/2

849.272 - 1.354.457

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

209/3
 880.437 - 1.385.622
 3 (1) 22.242
 1 (2) 36.370
 1 (2) 37.009
 10 (2) 36.508
 210/1
 913.384 - 1.418.569
 3 (1) 22.242
 1 (2) 36.370
 1 (2) 37.009
 10 (2) 36.508
 207/1
 687.113 - 1.119.614
 3 (1) 21.827
 1 (2) 35.931
 1 (2) 37.009
 10 (2) 36.508
 153
 715.929 - 1.220.000
 3 (1) 21.826
 1 (2) 35.924
 2 (2) 37.038
 1 (2) 37.059
 9 (2) 36.508
 167
 817.529 - 1.323.292
 3 (1) 22.241
 1 (2) 36.371
 1 (2) 37.038
 1 (2) 37.059
 9 (2) 36.508

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat.

Brussel, 2 september 1998

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
 De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
 Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 104

[C - 99/27007]

10 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'un comité d'accompagnement de l'Institut scientifique de Service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, notamment l'article 4, § 3, modifié par le décret du 9 avril 1998;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 18 juin 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 12 octobre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Le comité d'accompagnement institué par l'article 4 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, ci-après : le comité, est composé :

1° d'un représentant de chaque membre du Gouvernement wallon;

2° d'un représentant des administrations aux budgets desquels émergent les missions de l'Institut scientifique de Service public, ci-après : l'Institut, soit le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Énergie, la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, la Direction générale des Pouvoirs locaux;

3° de l'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre ayant l'Institut dans ses attributions;